

## Ralph Boussier et Yves Repiquet



Ils se sont fait connaître avec la plainte qu'ils ont déposée pour le compte du Maroc contre les responsables de l'affaire dite de « la gifle de Neuilly », qui a jeté un froid sur les relations entre Rabat et Paris. Associé au cabinet Normand & Associés, M<sup>e</sup> Boussier, 55 ans, a obtenu en 1999 la condamnation du *Monde* pour « injure à un chef d'État ». Le quotidien avait qualifié Hassan II de « premier exportateur de cannabis ». En 2003, il intervient pour le compte du magnat marocain Othman Benjelloun dans une affaire d'escroquerie.

Ancien président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme en France, Yves Repiquet, 61 ans, a été bâtonnier et est connu en France pour avoir défendu Christine Lagarde, ancienne ministre des Finances et actuelle directrice générale du Fonds monétaire international, dans l'affaire Tapie. Il a été sollicité au Maroc pour son expérience dans les droits de l'homme, nécessaire pour démêler l'écheveau des plaintes pour torture. ●

DR. JOEL SAGET/AFP

## Delphine Meillet

Delphine Meillet, 42 ans, est une habituée de la 17<sup>e</sup> chambre du tribunal de grande instance de Paris. Celle où se jugent les délits de presse, les propos diffamatoires, les atteintes à la vie privée... Cette avocate franco-tunisienne formée par le vétéran Michel Zaoui a déposé plainte avec constitution de partie civile contre Pierre Péan au nom d'Ali Bongo Ondimba. Cet écrivain devra répondre des assertions contenues dans son livre *Nouvelles Affaires africaines*, considérées par le président gabonais comme une atteinte à son honneur. Delphine Meillet avait déjà travaillé pour le chef de l'État sur le dossier des « biens mal acquis », alors qu'elle était salariée du cabinet d'un ténor du barreau parisien, Patrick Maisonneuve. ●



CAMILLE MILLERAND POUR I.A.

## Jean-Pierre Versini-Campinchi

« Versini » : nœud pap impeccable, réputation redoutable. Celui qui fut l'un des grands noms de l'Angolagate vient d'une famille de juristes. Son père et son grand-père étaient avocats en Corse. Son autre aïeul était magistrat martiniquais, le premier Antillais noir à la Cour de cassation, nommé par de Gaulle.

Spécialiste des gros dossiers politico-financiers depuis le début des années 1990, M<sup>e</sup> Versini, 75 ans, s'occupe actuellement des biens mal acquis pour le compte du président congolais Denis Sassou Nguesso. C'est aussi pour le Congo qu'il s'échine à contrecarrer les demandes de rapatriement de la dépouille de l'explorateur Savorgnan de Brazza, par une partie des descendants de celui qui donna son nom à la capitale du pays. « Le président a proposé de la rendre et de débaptiser la capitale... Je crois que Brazza restera finalement au Congo », s'amuse-t-il. Versini est aussi le conseil de Boubeye Maïga, ancien ministre de la Défense malien, inquiété notamment dans le cadre de l'affaire Michel Tomi. ●

JOEL SAGET/AFP

